

**Alstom : l'enfumage Montebourg**

le 25/06/2014

*L'annonce à grand renfort de communication du choix de l'américain General Electric pour le rachat de la branche énergie du groupe Alstom, illustre la manière avec laquelle l'Etat a renoncé à toute politique économique industrielle et stratégique. L'abandon de ce fleuron, présenté comme une victoire par et pour Arnaud Montebourg, est révélateur de l'affaiblissement de la puissance publique et de sa soumission complète à des intérêts privés et très souvent étrangers. C'est la faillite d'une politique globale UMP, qui aboutit à la perte de nos grands groupes industriels et commerciaux, dont Alstom n'est hélas qu'une énième victime après Pechiney, Lafarge ou Arcelor.*

**I) La victoire des intérêts américains :**

General Electric est un concurrent d'Alstom. C'est en cette qualité, à ne pas perdre de vue, que le groupe américain a entrepris il y a quelques mois son action pour racheter le français Alstom.

Son projet initial était de démembrer le groupe : absorber la branche énergie (représentant 70% du chiffre d'affaire) et maintenir dans une structure autonome la branche transport (celle du TGV).

Au final, après la prétendue intervention de l'Etat conduite par Monsieur Montebourg, c'est très exactement ce qu'il se produit, à ce détail près que l'Etat offre cette fois sa bénédiction et devient un acteur actif du dépeçage de notre fleuron.

Monsieur Montebourg croit ainsi pouvoir présenter comme une victoire l'entrée de l'Etat au capital d'Alstom, et même à la « 1<sup>ère</sup> place ». Si l'opération arrive à son terme et n'achoppe pas sur les exigences de Bouygues (actuel premier actionnaire) en matière de prix, **l'Etat deviendra certes l'actionnaire principal d'Alstom, mais d'un groupe réduit de deux tiers**. Par ailleurs, le financement de cette opération se ferait au prix d'un désengagement de l'Etat du capital d'autres entreprises stratégiques comme GDF Suez...

**Démembrement donc, puisque conformément aux ambitions américaines Alstom est appelé à perdre le contrôle de ses activités stratégiques dans l'énergie.**

Le montage proposé par General Electric est même « vicieux » au point qu'Alstom devra s'acquitter des parts qu'il est en droit d'obtenir dans les co-entreprises, formées par le rachat de ses propres activités par General Electric (pour un montant global estimé à 12,35 milliards d'euros, mais dont le coût réel pour le groupe américain sera de fait réduit de plus de 5 milliards d'euros, soit au final un coût « net » de 7 milliards d'euros)...

**Au reste, General Electric prendra bel et bien le contrôle de 100% des activités suivantes : turbines à gaz, turbines à vapeur (hors celles destinées à l'industrie nucléaire), éolien, solaire, géothermie.**

Les co-entreprises constituées à 50-50 avec Alstom concerneront les réseaux électriques, les turbines à vapeur liées au nucléaire, l'éolien maritime et l'hydroélectrique.

Les prétendues garanties obtenues par l'Etat en matière de souveraineté nucléaire, si elles sont juridiquement réelles (notamment quant à la propriété des brevets), ne valent rien dès lors que la France perd dans les faits le contrôle de l'outil industriel. Or sans ce contrôle essentiel, il devient beaucoup plus difficile d'établir une stratégie nationale en vue de préserver notre indépendance énergétique.

## **II) Le Front National, porteur d'une solution française :**

Depuis le départ, le Front National rejette l'hypothèse d'une solution étrangère pour **un groupe industriel aussi stratégique et rentable qu'Alstom.**

La faiblesse d'Alstom est bien davantage actionnariale que commerciale ; elle est de même nature que celle qui menace de nombreux autres fleurons français.

Le Front National préconise ainsi le rachat intégral des parts de Bouygues (soit 30% du groupe) par la Caisse des Dépôts et Consignations, bras armé de l'Etat, accompagné d'une recherche active d'un partenaire industriel français (par exemple Safran). L'enjeu n'est pas seulement de maintenir dans le giron national la propriété d'un groupe, mais de **garantir son intégrité industrielle, et donc la pérennité de l'ensemble de ses activités stratégiques sur le territoire.**

Se limiter et se satisfaire d'une prise de participation de l'Etat, tout en ignorant le dépeçage et le démembrement d'Alstom, témoignent d'une naïveté inquiétante et d'une absence de vision stratégique globale.

Le patriotisme économique va de pair avec l'Etat stratège. L'un sans l'autre, une action publique, aussi volontariste qu'elle soit, ne peut que déboucher sur une impasse politique et économique.

Enfin, une politique industrielle forte et cohérente, c'est à dire qui protège nos intérêts stratégiques, développe notre industrie et stimule l'innovation, suppose évidemment de remettre en cause les dogmes de l'Union européenne qui proscrivent le patriotisme économique, encadrent lourdement voire interdisent l'intervention de l'Etat (il y a là d'ailleurs une menace juridique à retardement pour le plan Montebourg), et étouffent notre compétitivité par une monnaie unique beaucoup trop chère et inadaptée à notre économie.

Auteur : Joffrey Bollée